



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20251009-2025_66-DE



DÉLIBÉRATION

2025/66

PRIME DE RESPONSABILITE POUR LES EMPLOIS ADMINISTRATIFS DE DIRECTION (PREAD)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 9 Octobre 2025 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois

- ♦ **Etaient présents** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.412-5 à L.412-7 et L714-4 ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires

Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n°87-1102 du 30 décembre 1987 modifié relatif à l'échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n°88-546 du 6 mai 1988 modifié fixant la liste des établissements publics mentionnés à l'article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°88-631 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;

Vu le décret n°2022-1362 du 26 octobre 2022 modifiant le décret n°88-631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 23 novembre 1988 autorisant l'attribution d'une prime de responsabilité à l'emploi de Directeur Général des Services du Centre de Gestion ;

Vu la délibération n° 2023-68 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du 19 décembre 2023 d'actualisation du tableau des effectifs et portant création d'un emploi fonctionnel de Directeur général du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais dont la strate est assimilée à une commune de plus de 400.000 habitants ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial de service en date du 9 septembre 2025 ;

Considérant que les fonctions exercées justifient l'octroi d'une prime de responsabilité à l'emploi de Directeur Général ;

Monsieur le Président expose à l'assemblée que conformément à l'article L 714-4 du Code général de la fonction publique, les organes délibérants des collectivités territoriales et des établissements publics fixent les régimes indemnitaires de leurs agents, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État.

Il précise que le Conseil d'Administration du Centre de Gestion a instauré, en date du 23 novembre 1988, l'attribution d'une prime de responsabilité à l'emploi de Directeur Général des Services du Centre de Gestion.

La possibilité de percevoir la prime de responsabilité en complément du RIFSEEP était admise par la doctrine en ce que la prime de responsabilité vise à compenser les sujétions spécifiques afférentes aux missions d'un emploi fonctionnel administratif de direction qui vont au-delà des missions du cadre d'emplois initial de l'agent indemnisées par le RIFSEEP.

Aussi, la délibération n° 2016/10 du 25 mars 2016 qui instaure le RIFSEEP au Centre de Gestion du Pas-de-Calais, prévoit expressément la possibilité du cumul avec la prime de responsabilité.

Une incertitude est née à la suite du jugement du tribunal administratif de Lyon du 28 juin 2021, lequel a considéré que la prime de responsabilité ne figurait pas parmi les primes et indemnités pouvant être attribuées en complément du RIFSEEP.

Le décret du 26 octobre 2022 est venu préciser explicitement que un emploi fonctionnel de direction figurant sur la liste prévue au 2^{ème} alinéa de l'article L 412-6 du CGFP pouvait bien cumuler la prime de responsabilité avec le RIFSEEP.

Au regard des rapports établis par certaines chambres régionales des comptes, il convient de délibérer sur la possibilité du cumul depuis le décret de 2022.

Monsieur le Président rappelle les modalités d'attribution de la PREAD :

- Cette prime est versée mensuellement en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension du bénéficiaire un taux individuel dont le montant ne peut dépasser 15% du traitement brut de l'agent soumis à retenue pour pension, les indemnités de résidence, primes ou supplément familial de traitement n'étant pas compris ;
- L'attribution de cette prime est compatible avec l'attribution de toute autre prime et indemnité prévue par délibération ;
- Cette prime est versée même en cas d'indisponibilité due à un congé annuel, congé pris dans le cadre d'un compte-épargne-temps un congé de maladie ordinaire, de maternité ou de congé d'invalidité temporaire imputable au service. Dans les autres cas, son versement est interrompu et peut être alors versé à l'agent qui assure le remplacement du bénéficiaire, sous réserve que ce remplaçant ait la fonction de directeur général adjoint ou de directeur adjoint d'un établissement public local.

Monsieur le Président propose au conseil d'administration

- d'actualiser la délibération instaurant la Prime de Responsabilité pour l'Emploi fonctionnel de Directeur Général des Services selon les modalités définies ci-dessus.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- *DECIDE :*
 - *D'ACTUALISER* les modalités d'attribution, en permettant le cumul avec le RIFSEEP, de la Prime de Responsabilité pour l'Emploi fonctionnel de Directeur Général du Centre de Gestion dont la strate est assimilée à une commune de plus de 400 000 habitants ;
 - *D'AUTORISER* le Président à attribuer cette prime dans la limite du taux de 15% du traitement soumis à retenue pour pension ;
 - *D'INSCRIRE* les crédits nécessaires au budget de l'établissement.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 octobre 2025

Le Président,

René HOCQ